

**Assemblée générale**

Soixante-troisième session

Documents officiels

Distr. générale
5 février 2009
Français
Original: anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 39^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 11 novembre 2008 à 10 heures

Président : M. Majoor (Pays-Bas)
Puis : M. Peralta (Vice Président) (Paraguay)
Puis : M. Majoor (Président) (Pays-Bas)

Sommaire

Point 39 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 58 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme (*suite*)

Point 62 de l'ordre du jour : Élimination du racisme et de la discrimination raciale (*suite*)

a) Élimination du racisme et de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (*suite*)

Point 63 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (*suite*)

Point 64 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)

e) Convention relative aux droits des personnes handicapées (*suite*)

Point 61 de l'ordre du jour : Questions autochtones (*suite*)

Point 97 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (*suite*)

Point 98 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 10 h 20

Point 39 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)
(A/C.3/63/L.56)

Projet de résolution A/C.3/63/L.56 : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

1. **M. Michelsen** (Norvège), prenant la parole au nom des pays nordiques et des autres coauteurs, dit que le projet de résolution est un texte consensuel. Il s'inspire de celui du projet de résolution adopté l'an passé et souligne la responsabilité qui incombe aux États de garantir une protection internationale aux réfugiés. L'orateur souhaite apporter par oral une modification au texte : au paragraphe 26, les mots « des conséquences de ces flux de personnes » devraient être remplacés par les mots « de ses conséquences ». Il espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

2. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les délégations suivantes souhaitent se porter coauteurs du projet de résolution : Albanie, Algérie, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Bélarus, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, El Salvador, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Iraq, Kenya, Lesotho, Malawi, Malte, Maroc, Mauritanie, Micronésie (États fédérés de), Moldova, Monténégro, Niger, Nigéria, Paraguay, Pérou, Pologne, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Serbie, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Togo, Turquie et Zambie.

3. **Le Président** indique que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

4. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs : Afghanistan, Azerbaïdjan, Bangladesh, Botswana, Cap-Vert, Grèce, Mauritanie, Thaïlande et Uruguay.

5. *Le projet de résolution A/C.3/63/L.56, tel que révisé oralement, est adopté.*

6. **M. Butt** (Pakistan) dit que sa délégation souhaite expliquer sa position sur le paragraphe 16 du projet de résolution, qui mentionne l'intégration sur place comme une solution aux problèmes des réfugiés. Dans

le cas des réfugiés afghans au Pakistan, cette solution n'est ni acceptable ni envisageable d'un point de vue pratique. Leur grand nombre et leur présence prolongée ponctionnent lourdement les ressources du Pakistan. La capacité d'accueil d'un pays en développement est dépassée, surtout compte tenu de la crise alimentaire actuelle; la meilleure solution est le retour en sécurité et librement consenti. La communauté internationale doit assumer sa part de cette charge, par exemple en acceptant la réinstallation de ces réfugiés dans des pays tiers. Ce faisant, elle contribuera à instaurer une stabilité nouvelle dans la région.

Point 58 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme (suite) (A/C.3/63/L.47 et L.57)

Projet de résolution A/C.3/63/L.47 : Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

7. **M. Salgueiro** (Portugal), présentant le projet de résolution au nom de ses auteurs, dit que la République bolivarienne du Venezuela a été omise de la liste des auteurs initiaux et annonce que l'Azerbaïdjan se porte coauteur du projet. Ce dernier constitue une étape décisive dans la promotion et la protection des droits de l'homme, car il porte création d'un nouveau mécanisme international de recours individuel. Conformément à l'idée selon laquelle des droits de l'homme sont universels et indivisibles, le Protocole facultatif proposé accordera aux droits économiques, sociaux et culturels – les droits qui touchent le plus directement les individus dans leur vie quotidienne – le même statut que celui qui est accordé aux droits civils et politiques. Le texte suscite une large entente, aussi le représentant du Portugal espère-t-il sera adopté par consensus.

8. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que le Honduras, la Mongolie et le Nicaragua se portent coauteurs.

Projet de résolution A/C.3/63/L.57 : Rapport du Conseil des droits de l'homme

9. Selon **M. Amorós Núñez** (Cuba), qui prend la parole en tant qu'auteur au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États d'Afrique, dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale fait cas du travail accompli par le Conseil des droits de l'homme, par exemple la rédaction du Protocole facultatif se

rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, prend acte du rapport du Conseil (A/63/53 et Add.1) et approuve les recommandations qui y figurent. Il ne doute pas que le projet de résolution sera adopté par consensus.

10. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que le Costa Rica souhaite s'en porter coauteur.

Point 62 de l'ordre du jour : Élimination du racisme et de la discrimination raciale (suite)

a) Élimination du racisme et de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (suite) (A/C.3/63/L.49)

Projet de résolution A/C.3/63/L.49 : Caractère inacceptable de certaines pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

11. **M. Lukiyantsev** (Fédération de Russie), prenant la parole au nom des auteurs, dit que l'Afrique du Sud, le Bélarus, l'Éthiopie, le Kazakhstan et le Turkménistan se sont portés coauteurs du projet de résolution, dont le thème est particulièrement pertinent puisque la Conférence d'examen de Durban va se tenir prochainement. Il se dit profondément préoccupé par la montée en puissance des groupes de skinheads et de néonazis, par les tentatives de glorification du mouvement nazi ou de présentation de ceux qui y collaborent comme des membres de mouvements de libération nationaux et par l'augmentation du nombre d'incidents violents imputables à ces phénomènes, qui doivent être combattus au niveau national et international.

12. Il souhaite apporter deux modifications au texte : près de la fin du paragraphe 2, les mots « ou collaboré » devraient être remplacés par les mots « et collaboré »; au paragraphe 12, le membre de phrase « , dans la limite des ressources existantes » devrait être inséré après le mot « établir ».

13. Le soixante-dixième anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale approche et, compte tenu du fait que la victoire de la coalition contre Hitler a ouvert la voie à la fondation de l'Organisation des Nations Unies, il serait particulièrement approprié que les États Membres adoptent le projet de résolution par consensus.

14. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Nicaragua et le Nigéria souhaitent se porter coauteurs du projet de résolution.

Point 63 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (suite) (A/C.3/63/L.48 et L.52)

Projet de résolution A/C.3/63/L.48 : Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination

15. **M. Tarar** (Pakistan), prenant la parole au nom des auteurs, dit que le droit à l'autodétermination est le droit humain fondamental des nations et le fondement même de l'exercice de tous les autres droits humains. Il est inscrit dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et a été réaffirmé lors de nombreuses conférences internationales. L'exercice de ce droit apporte la liberté à des millions d'individus partout dans le monde et offre un espoir aux peuples soumis à une occupation coloniale ou étrangère. M. Tarar ajoute que le Cameroun, le Congo, le Mali, la Somalie et la Thaïlande se sont portés coauteurs du projet de résolution et prie instamment la Commission de l'adopter une fois encore par consensus.

16. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que la Jamahiriya arabe libyenne et la Namibie s'en portent coauteurs.

Projet de résolution A/C.3/63/L.52 : Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination

17. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que la Palestine a été omise de la liste des auteurs.

18. **M. Attiya** (Égypte), soulevant une question de procédure, demande qu'un correctif soit apporté au projet de résolution afin que le nom de la Palestine soit ajouté à la liste des auteurs.

19. **Le Président** répond que le secrétariat de la Commission prend bonne note de cette demande.

20. **M. Attiya** (Égypte), prenant la parole au nom des auteurs, présente le projet de résolution, qui rappelle que le peuple palestinien attend depuis longtemps de pouvoir constituer son propre État. Son droit à un État indépendant a été réaffirmé à de nombreuses reprises par l'ONU ainsi que par la Cour internationale de justice, qui a rendu un avis consultatif sur le mur israélien en Cisjordanie. Il ajoute que l'Équateur, le Liechtenstein, la Lituanie, le Monténégro, Saint-Marin,

la Slovénie et le Togo se portent coauteurs du projet de résolution et prie instamment la Commission de l'adopter par consensus, ce qui aura pour effet d'adresser un message de solidarité au peuple palestinien, qui cherche à asseoir son droit inaliénable à un État souverain et viable avec Jérusalem-Est pour capitale, qui vive en paix avec Israël et en sécurité.

21. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les délégations suivantes souhaitent se porter coauteurs : Bulgarie, Cap-Vert, Costa Rica, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Guinée-Bissau, Haïti, Moldova, Rwanda, Tadjikistan, et Timor-Leste.

Point 64 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)

(A/C.3/63/L.19/Rev.1, L.21, L.22, L.27, L.30 à L.32, L.34, L.38 et L.39)

Projet de résolution A/C.3/63/L.19/Rev.1 : Moratoire sur l'application de la peine de mort

22. **M. Jesus** (Angola) présente le projet de résolution A/C.3/63/L.19/Rev.1 au nom des auteurs, auxquels se sont ajoutés l'Algérie, le Congo et Haïti, et dit qu'un moratoire sur l'application de la peine de mort donnera aux gouvernements le temps de prendre des mesures visant à abolir ce châtiment. Sa délégation se félicite donc que des débats aient lieu sur la peine de mort dans un certain nombre de pays. Cependant, il est clair qu'il faut du temps pour obtenir gain de cause, du fait qu'il est nécessaire de modifier la législation nationale. Compte tenu de l'importance de sa résolution 62/149, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui présenter, pour examen à sa soixante-cinquième session, un rapport sur les progrès accomplis dans l'application de ladite résolution.

23. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que la République dominicaine se porte coauteur.

Projet de résolution A/C.3/63/L.21 : Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

24. **Le Président** indique que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

25. **M. Nihon** (Belgique), présentant le projet de résolution au nom de ses auteurs, souhaite apporter plusieurs modifications au texte par oral. Le libellé de l'alinéa e du paragraphe 6 doit désormais se lire comme suit : « e) La récente décision prise par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) de concevoir un mécanisme de promotion et de protection des droits de l'homme; ». Un nouvel alinéa g doit être inséré au paragraphe 6, avec pour libellé : « Les initiatives en cours qui visent à perfectionner les arrangements visant à la promotion et à la protection des droits de l'homme conclus par les États membres du Marché commun sud-américain (MERCOSUR); ». L'ancien alinéa g) devient donc l'alinéa h) et l'ancien alinéa h) l'alinéa i). Dans le nouvel alinéa i), il faut insérer les mots « et ses divers organes et mécanismes chargés des droits de l'homme » après les mots « Conseil de l'Europe ».

26. Depuis que ce projet de résolution a été présenté, les pays suivants se sont joints à ses auteurs : Albanie, Andorre, Australie, Canada, Chili, El Salvador, Japon, Malte, République tchèque et Turquie.

27. Dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale se félicite des échanges entre le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des organes intergouvernementaux et régionaux, ainsi qu'entre les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les organisations régionales compétentes. Elle mentionne aussi les initiatives récentes prises par l'ASEAN et dans la région du MERCOSUR.

28. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs : Angola, Azerbaïdjan, Brésil, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Honduras, Indonésie, Israël, Libéria, Moldova, Nigéria, Norvège, Panama, Pérou, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande et Uruguay.

29. **M. Amorós Núñez** (Cuba), prenant la parole pour expliquer sa position, dit que son pays appuie le projet de résolution. La délégation cubaine s'associe aussi au paragraphe 9, en particulier la dernière partie, mais note que la décision du Haut-Commissariat de renforcer les systèmes nationaux de protection ne tient pas compte des accords intergouvernementaux ni du

principe de consentement qui s'applique aux opérations menées sur le terrain par le Haut-Commissaire. En outre, elle ne s'applique qu'aux pays en développement, ce qui n'est pas conforme au caractère universel des droits de l'homme, et part du principe selon lequel seuls les pays en développement ont besoin d'un appui pour faire mieux respecter les droits de l'homme sur leur territoire. Cuba se montrera vigilant de sorte qu'une telle anomalie ne se répète pas.

30. *Le projet de résolution A/C.3/63/L.21, tel que révisé oralement, est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/63/L.22 : Lutte contre la diffamation des religions

31. **M^{me} Awino Kafeo** (Ouganda), présentant le projet de résolution au nom de l'Organisation de la Conférence islamique et des autres auteurs, dit qu'on observe une augmentation troublante de la xénophobie et de la violence raciale. De telles formes de discrimination empêchent les individus d'exercer leur droit fondamental à la libre pratique de leur religion sans crainte de représailles. Étant donné que le projet de résolution dénonce la diffamation de toutes les religions, il est regrettable que certaines délégations n'aient pas exprimé leur appui à ce texte. Cette attitude est surprenante, car tous les États Membres ont appuyé la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, qui a elle aussi pour but d'empêcher la diffamation des religions ainsi que des valeurs, croyances et cultures religieuses. La délégation ougandaise invite tous les États Membres à soutenir le projet de résolution et note qu'une version révisée du texte sera publiée.

Projet de résolution A/C.3/63/L.27 : Droits de l'homme et extrême pauvreté

32. **Le Président** indique que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

33. **M. Pérez** (Pérou) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Argentine, Bélarus, Colombie, Congo, Cuba, Koweït et Pakistan.

34. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs : Andorre, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Cameroun, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Iraq, Kenya, Lesotho, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Nigéria, République dominicaine, Thaïlande et Tunisie.

35. *Le projet de résolution A/C.3/63/L.27 est adopté.*

36. **M^{me} Phipps** (États-Unis d'Amérique) dit que son pays s'est joint au consensus suscité par le projet de résolution mais émet néanmoins certaines réserves à son sujet. Au premier paragraphe du préambule, la réaffirmation de certains instruments internationaux renvoie aux obligations des États parties au titre de ces cinq instruments. Elle n'implique pas que les États ont des obligations au titre d'instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels ils ne sont pas parties.

37. Les pays ont pour responsabilité première d'assurer leur propre développement. C'est seulement ainsi qu'ils peuvent maîtriser leur destinée et jouer un rôle moteur. Certains principes restent immuables quelles que soient l'évolution des événements ou les crises qui surviennent : ne pas esquiver ses responsabilités en matière de bonne gouvernance, mener des politiques rationnelles et, pour la communauté internationale, appuyer les efforts des pays en faveur d'un développement durable et de la lutte contre la pauvreté.

38. **M^{me} Hoosen** (Afrique du Sud) déclare que l'extrême pauvreté et la faim constituent des problèmes majeurs pour les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique subsaharienne, et surtout compte tenu des crises alimentaire, énergétique et économique actuelles. Il faut donner des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté une définition suffisamment large pour qu'y soient associés la marginalisation, l'exclusion économique, le manque de cohésion sociale et d'intégration nationale, ou encore l'élimination de la discrimination raciale. Malheureusement, le projet de résolution n'aborde pas ces thèmes de façon adéquate. On ne peut lutter efficacement contre l'extrême pauvreté sans établir les liens nécessaires avec les questions de développement. Les auteurs n'ont pas accordé à cette exigence la considération voulue.

39. Le mandat confié à l'experte indépendante sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté suscite aussi des préoccupations. Il l'autorise à évaluer la mise en œuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, mais sans la replacer dans un contexte constructif. Pourtant, cette deuxième Décennie n'aura pas de sens sans un programme d'action qui énonce clairement l'ambition qui anime cette initiative et fixe des cibles réalistes, à l'appui d'efforts concrets déployés pour atteindre les objectifs du Millénaire et éliminer la

pauvreté. Toute tentative d'ancrer ce mandat à la périphérie des travaux du Conseil des droits de l'homme est inacceptable : il s'agit là d'une dérive. Le projet de résolution n'aborde pas certaines questions essentielles intéressant les droits de l'homme et l'extrême pauvreté.

Projet de résolution A/C.3/63/L.30 : Le droit au développement

40. **M. Amorós Núñez** (Cuba), prenant la parole en tant qu'auteur au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, présente le projet de résolution et rappelle que la Déclaration sur le droit au développement a réaffirmé qu'il s'agissait là d'un droit inaliénable de l'être humain et que l'égalité des chances en matière de développement était une prérogative aussi bien des nations que des individus qui les composent. Étant donné qu'il est urgent d'aller de l'avant s'agissant de l'exercice du droit au développement, la délégation cubaine espère que les Nations Unies envisageront la possibilité d'instaurer un instrument juridiquement contraignant relatif à ce droit; elle espère aussi que la Commission adoptera le projet de résolution par consensus.

41. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que la Chine, la Côte d'Ivoire, la Dominique et la Somalie se portent coauteurs.

Projet de résolution A/C.3/63/L.31 : Droits de l'homme et mesures de contrainte unilatérales

42. **M. Amorós Núñez** (Cuba), prenant la parole en tant qu'auteur au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, présente le projet de résolution. Il fait observer que certains États continuent à utiliser des mesures de contrainte unilatérales en contravention de la Charte des droits et des devoirs économiques des États. Ce type de mesures entravent la pleine réalisation du développement économique et social et nuisent au bien-être de la population des pays concernés, avec des conséquences particulières pour les femmes et les enfants. La délégation cubaine appelle donc tous les États Membres à cesser d'avoir recours à de telles mesures, qui sont contraires au droit international relatif aux droits de l'homme.

43. *M. Peralta* (Paraguay), *Vice-Président*, prend la présidence.

44. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que la Chine et El Salvador se portent coauteurs.

Projet de résolution A/C.3/63/L.32 : renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme.

45. **M. Amorós Núñez** (Cuba), prenant la parole en tant qu'auteur au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, présente le projet de résolution. Il dit que le renforcement de la coopération internationale contribuera sans nul doute à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Il ajoute que conformément à la Charte des Nations Unies, la promotion et la protection des droits de l'homme doivent être régies par les principes d'universalité, de non-sélectivité, d'objectivité et de transparence. Sa délégation espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

46. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que la Chine et El Salvador se portent coauteurs.

47. *M. Majoor* (Pays-Bas) reprend la présidence.

Projet de résolution A/C.3/63/L.34 : Élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction

48. **M^{me} Gasri** (France), prenant la parole en tant qu'auteur au nom de l'Union européenne, présente le projet de résolution, dont l'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, le Costa Rica, El Salvador, le Liechtenstein, la République bolivarienne du Venezuela et Saint-Marin se sont portés coauteurs. L'objectif du projet de résolution est d'aborder globalement la mise en œuvre de l'ensemble des instruments relatifs aux droits de l'homme qui visent à éliminer la discrimination fondée sur la religion ou la conviction et de soutenir la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction dans l'exercice de son mandat. Il est essentiel que les États Membres intensifient leurs efforts en vue de garantir la liberté de conviction en encourageant éducation et dialogue. La délégation française espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

49. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Albanie, Bénin, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras,

Moldova, Monténégro, Nicaragua, Nigéria, Panama, Philippines, République de Corée et Serbie.

Projet de résolution A/C.3/63/L.38 : Protection des migrants

50. Au nom de ses auteurs, **M^{me} Roviroso** (Mexique) présente le projet de résolution, dont le Bélarus, la Colombie, le Honduras, le Kirghizistan, le Liban, le Tadjikistan et l'Uruguay se portent coauteurs. Dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale prie instamment les États de promouvoir et de protéger les droits de l'homme de tous les migrants, quel que soit leur statut juridique, et se déclare préoccupée que les mesures adoptées par certains États ne respectent pas pleinement ces droits. Elle demande aux États d'adopter des mesures pour protéger les droits fondamentaux des migrants en transit et de ne ménager aucun effort pour que les membres d'une même famille puissent rester ensemble. Elle accueille avec satisfaction les mesures prises par certains pays, qui permettent aux migrants de s'intégrer dans leur pays d'accueil, dans un climat d'harmonie, de tolérance et de respect. La délégation mexicaine espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

51. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Algérie, Arménie, Bénin, Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Haïti, Iraq, Maroc, Nigéria, Soudan et Sri Lanka

Projet de résolution A/C.3/63/L.39 : Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

52. Au nom de ses auteurs, **M^{me} Roviroso** (Mexique) présente le projet de résolution, dont le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, la Hongrie, Israël, le Mali, Malte, le Nicaragua, le Paraguay, la République dominicaine, le Sénégal, la Serbie et l'Uruguay se portent coauteurs.

53. Elle dit que la nécessité de protéger la population contre le terrorisme ne justifie pas que l'exercice des droits de l'homme soit suspendu : ce principe doit constituer la base de toutes les mesures antiterroristes. Le projet de résolution va dans ce sens, puisque l'Assemblée générale y préconise la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies; prend acte de la nécessité de continuer à garantir le recours à des

procédures équitables et claires s'agissant de l'application du régime de sanctions de l'ONU; se félicite de l'examen par le Conseil de sécurité de la Liste récapitulative. La représentante du Mexique espère que le projet de résolution sera adopté sans être mis aux voix.

54. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Albanie, Angola, Arménie, Bénin, Cap-Vert, Chypre, Côte d'Ivoire, ex-République yougoslave de Macédoine, Indonésie, Iraq, Islande, Monténégro, Nigéria, et Venezuela (République bolivarienne du).

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (suite) (A/C.3/63/L.26 et L.33)

Projet de résolution A/C.3/63/L.26 : Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

55. **M. Fieschi** (France) présente le projet de résolution au nom de l'Union européenne, du Japon et des autres coauteurs. En dépit de certains signes positifs, des violations systématiques et à grande échelle des droits de l'homme continuent d'avoir lieu en République populaire démocratique de Corée. Le projet de résolution engage vivement cet État à, entre autres, faire en sorte que les auteurs de violations des droits de l'homme soient traduits en justice et coopérer pleinement avec les mécanismes des Nations Unies compétents en matière de droits de l'homme. M. Fieschi prie instamment tous les États Membres d'appeler l'attention sur le problème et espère que le projet de résolution obtiendra l'appui du plus grand nombre possible d'entre eux.

56. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que le Monténégro se porte coauteur du projet de résolution.

Projet de résolution A/C.3/63/L.33 : Situation des droits de l'homme au Myanmar

57. **M^{me} Gasri** (France), prenant la parole au nom de l'Union européenne et des autres coauteurs, dit que le projet de résolution demande instamment aux autorités de Birmanie/du Myanmar de respecter les droits de l'homme et de coopérer pleinement avec les organisations qui s'occupent de droits de l'homme.

58. **M. Han** (Myanmar), prenant la parole sur une motion d'ordre, demande au Président d'exiger des orateurs qu'ils utilisent le nom officiel de son pays.

59. **Le Président** rappelle à toutes les délégations qu'elles doivent utiliser le nom officiel des États Membres.

60. **M^{me} Gasri** (France), poursuivant sa déclaration, ajoute que, malgré certaines mesures positives, les résolutions antérieures des Nations Unies sur la question n'ont pas été appliquées. Des violations très diverses des droits de l'homme continuent d'être perpétrées dans l'État considéré et aucune mesure n'a été prise pour poursuivre les responsables de la répression violente de manifestations pacifiques. M^{me} Gasri espère donc que l'Assemblée générale interviendra une fois encore.

61. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que le Monténégro se porte coauteur du projet de résolution.

e) Convention relative aux droits des personnes handicapées (suite) (A/C.3/63/L.37)

Projet de résolution A/C.3/63/L.37 : Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant

62. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission), présentant les incidences du projet de résolution sur le budget-programme conformément à l'article 153 du règlement de procédure de l'Assemblée générale, indique que le Secrétariat a informé la Troisième Commission au moyen d'une déclaration orale à la soixante et unième session que les incidences financières de l'entrée en vigueur de la Convention pendant l'exercice biennal 2008-2009 s'élèveraient à 1 511 200 dollars des États-Unis. Au paragraphe 23.15 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (Sect. 23)], le Secrétaire général a informé l'Assemblée générale qu'il était probable que les estimations de la section 23 seraient révisées pendant l'exercice biennal en cours en conséquence de l'entrée en vigueur de la Convention.

63. Le Secrétariat finit actuellement d'établir les besoins de financement des départements auxquels il incombe de mettre en œuvre la Convention et d'assurer les services requis par le Comité des droits des personnes handicapées dont la Convention porte création. Les prévisions révisées pour tous les chapitres

concernés, en particulier les chapitres 2, 23, 28D et 28E, qui incluront les estimations de dépenses au titre du budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 et du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 seront soumises sous peu à l'Assemblée générale.

64. S'agissant du paragraphe 8 du projet de résolution, le Secrétaire appelle l'attention sur la section VI de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci réaffirme que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions à laquelle incombe le soin des questions administratives et budgétaires ainsi que le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

65. **M^{me} Rovirosa** (Mexique) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bangladesh, Barbade, Bolivie, Cambodge, Cap-Vert, Chypre, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Grèce, Indonésie, Jamaïque, Japon, Kenya, Lettonie, Libéria, Madagascar, Malawi, Maroc, Mauritanie, Monténégro, Nigéria, Ouganda, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Togo, Turkménistan, Ukraine et Yémen. La Convention a été signée en un temps record par 136 États et ratifiée par 41. Elle affirme l'engagement de la communauté internationale de promouvoir les droits humains de toutes les personnes handicapées.

66. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Burkina Faso, Comores, Égypte, Guinée-Bissau, Niger et Zambie.

67. *Le projet de résolution A/C.3/63/L.37 est adopté.*

Point 61 de l'ordre du jour : Questions autochtones (suite) (A/C.3/63/L.17/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/63/L.17/Rev.1 : Questions autochtones

68. **M^{me} Taracena Secaira** (Guatemala), présentant le projet de résolution au nom de ses auteurs, dit qu'il est important d'entretenir le dialogue entre la Commission et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones. Pendant les négociations, nombre de délégations dépourvues de représentation à Genève ont insisté sur le fait qu'un tel dialogue était

particulièrement nécessaire à leurs yeux. Le nouveau paragraphe 2 dispose que seront désormais impliqués dans l'établissement du rapport d'évaluation à mi-parcours tout État Membre sur le territoire duquel vivent des populations autochtones, les organisations et mécanismes compétents des Nations Unies, les groupes autochtones et les autres parties prenantes. Le paragraphe 3 a été ajouté pendant les négociations afin d'impliquer davantage encore les groupes autochtones dans le processus. M^{me} Taracena Secaira espère que les États Membres apporteront leur appui au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones.

69. Elle ajoute que Cuba, la France, la Hongrie, la Suède et l'Uruguay se portent coauteurs.

70. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent également coauteurs du projet de résolution : Belize, Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Chypre, Dominique, Iraq, Madagascar, Philippines et Slovaquie.

Point 97 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (suite) (A/C.3/63/L.10/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/63/L.10/Rev.1 :
Renforcement du Programme des Nations Unies pour la
prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce
qui concerne ses capacités de coopération technique*

71. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission), présentant les incidences du projet de résolution sur le budget-programme, dit que ses remarques concernent les paragraphes 12, 13, 16 et 18 du projet de résolution. En référence à la demande formulée au paragraphe 12, les ressources nécessaires à la prestation des services requis pour les conférences des parties aux deux conventions sont inscrites dans le budget-programme pour l'exercice biennal 2008 2009 au chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences, et au chapitre 16, Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale. Le montant des crédits initialement approuvés au titre du chapitre 16 pour l'exercice biennal s'élevait à 36 819 000 dollars E.-U.

72. Les demandes évoquées au paragraphe 13 du projet de résolution rendront nécessaires une assistance technique accrue pour renforcer la coopération internationale visant à prévenir et à combattre le terrorisme. L'exécution des activités décrites dans ce

même paragraphe sera fonction de la disponibilité de ressources extrabudgétaires. Par conséquent, l'adoption du projet de résolution n'impliquera aucune incidence financière au titre du budget-programme pour l'exercice biennal 2008 2009. Quant aux paragraphes 12, 16 et 18, ils traitent de questions administratives et budgétaires, dont le soin incombe à la Cinquième Commission.

73. Prenant la parole au nom des auteurs, **M. Mantovani** (Italie) dit que la criminalité organisée porte atteinte au fonctionnement normal des institutions publiques, voire prend le pas sur elles, modifie celui du marché et a des répercussions sur les activités économiques légitimes. Sa dimension transnationale fait que les États doivent coordonner leurs interventions. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée est le premier instrument international dont la finalité est la lutte contre ce fléau. Le projet de résolution répond à deux objectifs : mettre en relief l'importance de la lutte contre la criminalité transnationale organisée et réaffirmer l'appui des États Membres à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Parmi les éléments nouveaux du projet de résolution, on peut citer les références aux conférences et aux résolutions axées sur la lutte contre le terrorisme, la traite des êtres humains, la cybercriminalité et la violence à l'égard des femmes.

74. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Albanie, Algérie, Angola, Arménie, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Érythrée, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Haïti, Honduras, Indonésie, Islande, Jamaïque, Japon, Kenya, Maroc, Moldova, Monténégro, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Philippines, République de Corée, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Timor-Leste et Uruguay.

75. *Le projet de résolution A/C.3/63/L.10/Rev.1 est adopté.*

76. **M^{me} Giménez-Jiménez** (République bolivarienne du Venezuela) dit que son pays s'est joint au consensus mais qu'il émet des réserves quant à certaines références contenues dans le préambule et le paragraphe 3; il ne faut pas établir de lien direct entre le terrorisme et la criminalité organisée, car ils

obéissent à des motifs différents. En conséquence, le projet de résolution passe sous silence la garantie d'une procédure régulière et la présomption d'innocence.

77. **M. Emadi** (République islamique d'Iran) dit que son pays s'est joint au consensus. Toutefois, en référence au paragraphe 4, il fait observer qu'il n'est ni nécessaire ni approprié de citer des organisations régionales dont le nombre de membres est limité dans des résolutions de l'Assemblée générale, à commencer par celle qui vient d'être adoptée. Les recommandations d'organisations régionales ne sauraient être considérées comme contraignantes pour les États qui n'en sont pas membres.

Point 98 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (suite) (A/C.3/63/L.8/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/63/L.8/Rev.1 : Coopération internationale face au problème mondial de la drogue

78. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission), présentant les incidences du projet de résolution sur le budget-programme, dit que ses remarques concernent les paragraphes 27, 30, 38, 41 et 42 du projet de résolution. L'exécution des activités énumérées aux paragraphes 27, 30 et 41 impliquent la prestation d'une assistance technique financée à partir de ressources extrabudgétaires. Le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a déclaré que le montant prévu des ressources extrabudgétaires pour l'exercice biennal de 2008-2009 était supérieur de 30 millions de dollars à celui de l'exercice biennal précédent.

79. S'agissant des paragraphes 38 et 42, l'Assemblée générale a approuvé une augmentation des ressources inscrites au budget ordinaire au titre du chapitre 16 du budget-programme, qui inclut la création d'un nouveau poste P-2 au secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. De ce fait, le projet de résolution n'entraînera aucune autre ouverture de crédits au titre de l'exercice biennal 2008-2009.

80. **M^{me} Rovirosa** (Mexique), prenant la parole au nom des auteurs, annonce que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Antigua-et-Barbuda, Guyana, Honduras, Indonésie, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Slovaquie, Soudan, Suède et Uruguay.

81. Elle ajoute que, dans le cadre de la lutte contre le fléau de la drogue, la communauté internationale doit

respecter les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'égalité juridique de tous les États.

82. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) fait savoir que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Albanie, Algérie, Arménie, Bahamas, Bangladesh, Chypre, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, Iraq, Islande, Israël, Jamaïque, Japon, Lesotho, Libéria, Lituanie, Mali, Maroc, Moldova, Monténégro, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone et Swaziland.

83. *Le projet de résolution A/C.3/63/ L.8/Rev.1 est adopté.*

84. **M. Salov** (Fédération de Russie) dit que, si son pays a décidé de se joindre au consensus suscité par le projet de résolution, il ne s'en porte pas coauteur. Une fois encore, la question du renforcement de la coopération internationale pour endiguer la menace que fait peser sur le monde la production de stupéfiants en Afghanistan n'y occupe pas la place qui lui revient. Ces deux dernières années, les résolutions mentionnent de moins en moins nettement l'appui à la coopération internationale aux fins du règlement du problème mondial de la drogue, les références à cette coopération disparaissant peu à peu du texte.

85. Il est décevant que le projet de résolution ne contienne pas de référence à l'appui aux efforts futurs pour lutter contre la culture du pavot, utilisé pour fabriquer l'opium, en Afghanistan ni au trafic de stupéfiants produits dans ce même pays. Il ne s'agit pas seulement de pointer du doigt un pays; compte tenu de la part du marché mondial de stupéfiants qu'occupent les opiacés en provenance d'Afghanistan, ainsi que de l'expansion continue du narcotrafic et du terrorisme dans ce pays, la menace que celui-ci fait peser est de portée planétaire. Ce serait une grave erreur que de la sous-estimer.

86. De même, c'est une erreur que de n'avoir pas mentionné dans le projet la résolution 1817 (2008) du Conseil de sécurité, sur la situation en Afghanistan, dans laquelle le Conseil a, pour la première fois, appelé les États Membres à renforcer le suivi du commerce international des précurseurs chimiques.

87. **M. Pak Gil Yon** (République populaire démocratique de Corée), exerçant son droit de réponse, dit que son pays rejette totalement le projet de

résolution A/C.3/63/L.26, intitulé « Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée », présenté par la France au nom de l'Union européenne. C'est le produit d'une escroquerie politique, dépourvu de toute objectivité et de toute équité. Les violations systématiques de droits de l'homme du type de celles décrites dans le projet de résolution n'existent pas. La population du pays exerce pleinement ses droits fondamentaux.

88. Si l'Union européenne s'intéresse vraiment à la protection des droits de l'homme dans le monde, elle devrait s'interroger sur les assassinats d'innocents perpétrés quotidiennement en Afghanistan, en Iraq et dans les territoires palestiniens occupés. Maintenant que l'examen périodique universel est opérationnel, ce projet de résolution qui prend un seul pays pour cible résulte d'une conception anachronique digne de la guerre froide. Ses auteurs devraient cesser de soumettre des résolutions qui conduisent à la confrontation et à la méfiance et les autres États Membres sont vivement priés de rejeter des résolutions aussi ouvertement politisées.

La séance est levée à 13 h 30.